



RAPPORT ANNUEL 2021/22

**DU CENTRE DE DROIT PUBLIC
DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA**



Université d'Ottawa
CENTRE DE DROIT PUBLIC



TABLE

DES MATIÈRES

02 MESSAGE DE LA CODIRECTION

03-06 NOTRE ÉQUIPE

MEMBRES EXÉCUTIFS	03
MEMBRES	03-04
ÉTUDIANT.E.S AUX CYCLES SUPÉRIEURES	04
CHERCHEUR.E.S INVITÉ.E.S	05
CHERCHEURS POSTDOCTORAUX	06

07-08 PROJETS SÉLECTIONNÉS

09 PROJET SUR LES PRINCIPES CONSTITUTIONNELS NON ÉCRITS

10-11 ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS

12-24 PUBLICATIONS SÉLECTIONNÉES DES MEMBRES

LIVRES	12-18
CHAPITRES DE LIVRES	19-20
ARTICLES & RAPPORTS	20-23
ÉDITORIAUX	23-24

25 PARTENARIATS

26-27 FAITS SAILLANTS DES MEMBRES

I**MESSAGE****DE LA CODIRECTION**

L'année 2021-2022 a été remplie de défis et de changements. Elle a été marquée par le convoi de camions et l'occupation d'Ottawa, la toute première invocation de la *Loi sur les mesures d'urgence* fédérale, la continuation de la pandémie de la COVID-19, le plus important règlement de litige de l'histoire du Canada en lien au sous-financement des services à la protection à l'enfance pour les personnes autochtones vivant dans les réserves, les nominations mémorables des honorables juges Mahmud Jamal et Michelle O'Bonsawin à la Cour suprême du Canada, et plus encore.

Cette année a également été riche en développement, événements, ateliers universitaires et nouveaux partenariats au Centre de droit public de l'Université d'Ottawa (CDP). Nous avons organisé des événements portant sur divers sujets du droit public, dont en droit constitutionnel, en droit pénal, en droit administratif, et en droit de l'immigration et des réfugié.e.s. Nous avons collaboré avec d'autres centres de recherche au Canada et à l'international, et organisé des ateliers universitaires conjoints avec différentes facultés de droit au Canada et à l'étranger. Nous avons également accueilli plusieurs chercheur.e.s invité.e.s et nous avons lancé un nouveau [SITE WEB](#) où vous pouvez rester à l'affût de tout ce qui se passe au Centre.

Ci-dessous, vous pourrez en savoir plus sur les membres du Centre (y compris leurs publications et leurs réalisations récentes), nos projets et partenariats actuels, les événements que nous avons organisés en 2021-2022, et plus encore.

Nous sommes reconnaissant.e.s au personnel actuel et ancien du CDP qui a rendu possible cette année passionnante, aux membres du CDP et à tous nos partenaires avec lesquels nous avons collaboré.

Nous vous souhaitons le meilleur et une bonne lecture!

Cordialement,

Terry Skolnik et Vanessa MacDonnell



MEMBRES EXÉCUTIFS

Co-directeurs		
Vanessa MacDonnell	Professeure agrégée et co-directrice du Centre de droit public de l'Université d'Ottawa	Membre exécutif/Co-directrice
Terry Skolnik	Professeur agrégé et codirecteur	Membre exécutif/Co-directeur
Membres exécutifs		
Yan Campagnolo	Professeur agrégé	Membre exécutif
Aimée Craft	Professeure agrégée et titulaire de la Chaire de recherche de l'Université <i>Nibi miinawaa aki inaakonigewin</i> : la gouvernance autochtone en relation avec la terre et l'eau	Membre exécutif
Marie-France Fortin	Professeure adjointe	Membre exécutif
Jamie Liew	Professeure agrégée et directrice de l'Institut d'études féministes et de genre	Membre exécutif
Carissima Mathen	Professeure titulaire	Membre exécutif
Jena McGill	Professeure agrégée	Membre exécutif
Michael Pal	Professeur agrégé	Membre exécutif
Charles-Maxime Panaccio	Professeur agrégé	Membre exécutif

MEMBRES

Nom	Position	Adhésion
Wolfgang Alschner	Professeur agrégé	Membre
Natasha Bakht	Professeure titulaire et titulaire de la chaire Shirley Greenberg pour les femmes et la profession juridique	Membre
Sarah Berger Richardson	Professeure agrégée	Membre
Jennifer Bond	Professeure agrégée	Membre
Rosemary Cairns-Way	Professeure titulaire	Membre
Stefanie Carsley	Professeure agrégée	Membre
Nathalie Chalifour	Professeure titulaire	Membre
Y.Y. Brandon Chen	Professeur adjoint	Membre
Lynda Collins	Professeure titulaire	Membre
Paul Daly	Professeure titulaire et titulaire de la Chaire de recherche de l'Université en droit administratif et en gouvernance	Membre
Adam Dodek	Professeur titulaire	Membre

Nom	Position	Adhésion
Anne-Françoise Debruche	Professeure agrégée	Membre
Karen Eltis	Professeure titulaire	Membre
Daphne Gilbert	Professeure titulaire et vice-doyenne à la gouvernance	Membre
Mistrale Goudreau	Professeure titulaire	Membre
Martha Jackman	Professeure titulaire	Membre
John Mark Keyes	Professeur adjoint	Membre
Kyle Kirkup	Professeur agrégé	Membre
François Larocque	Chaire de recherche, Droits et enjeux linguistiques et professeur titulaire	Membre
Yves Le Bouthillier	Professeur titulaire et vice-doyen du Programme de common law en français	Membre
Anne Levesque	Professeure adjointe	Membre
Katherine Lippel	Chaire de recherche éminente en droit de la santé et de la sécurité au travail	Membre
Ravi Malhotra	Professeur titulaire	Membre
Graham Mayeda	Professeur agrégé	Membre
Heather McLeod-Kilmurray	Professeure titulaire	Membre
Errol Mendes	Professeur titulaire	Membre
France Morrissette	Professeure agrégée	Membre
Delphine Nakache	Professeure agrégée	Membre
Peter Oliver	Professeur titulaire	Membre
Mona Paré	Professeure titulaire	Membre
Benoît Pelletier	Professeur titulaire	Membre
Jennifer Quaid	Professeure agrégée et vice-doyenne à la recherche	Membre
Sylvia Rich	Professeure agrégée	Membre
Amy Salyzyn	Professeure agrégée	Membre
Samuel Singer	Professeur agrégé	Membre
Marie-Eve Sylvestre	Doyenne de la section de droit civil	Membre
Sophie Thériault	Vice-doyenne aux études et professeure titulaire	Membre
Joao Velloso	Professeur agrégé	Membre
David Wiseman	Professeur agrégé et vice-doyen du Programme de common law en anglais	Membre

ÉTUDIANT.E.S AUX CYCLES SUPÉRIEURES

Yawo Alou	Isabelle Lefebvre
Monim Benaissa	Martha Ann G. McDougall
Justine Bouquier	Vicky Sabourin
Ping Dang	Mathieu Tovar-Poitras
Erin Dobbelsteyn	Asaph Wenda
Babajide Idowu	

CHERCHEUR.E.S INVITÉ.E.S



Steve Chaplin est membre du Barreau de l'Ontario depuis 1987. Il a exercé dans le secteur public fédéral, ainsi qu'en pratique privée à Ottawa. Il était plus récemment employé en tant que conseiller parlementaire principal pour la Chambre des communes. À ce poste, il était chargé de conseiller la Chambre des communes, son président, ses membres, ses comités et son administration sur de nombreuses questions en matière de droit administratif et de droit constitutionnel, en particulier dans le domaine du privilège parlementaire. Il a comparu devant la Cour suprême, la Cour fédérale, ainsi que la Cour d'appel fédérale pour des affaires liées à la protection de l'indépendance constitutionnelle de la Chambre des communes.

Il est un membre actif de l'Association des conseillers parlementaires au Canada, et a présenté de nombreux dossiers lors de ses réunions annuelles. Il est rédacteur en chef adjoint du *Journal of Parliamentary and Political Law*.



Maggie Wente est une associée du cabinet Olthuis Kleer Townshend (OKT) à Toronto. Elle est membre de la Première nation de Serpent River. Maggie Wente a une vaste pratique au service des gouvernements des Premières Nations, de leurs entités connexes, des entreprises et des sociétés à but non lucratif. Elle donne des conseils portant sur les droits ancestraux et issus de traités dans le cadre de litiges et de négociations, sur les droits de la personne des peuples autochtones, et en particulier sur l'égalité des enfants et des personnes des Premières Nations au sein de programmes et de services, notamment à l'égard du système de protection de l'enfance. Wente a également fourni des conseils sur les questions relatives à la Loi sur les Indiens, la gestion des terres de réserve et la gouvernance des Premières Nations.

Wente a plaidé devant des cours d'appel et des tribunaux de première instance en Ontario, à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Cour fédérale, ainsi que devant des arbitres et des juges dans des arbitrages commerciaux, des arbitrages de travail et des arbitrages en vertu du Code canadien du travail.

Me Wente est ancienne présidente du conseil d'administration des Services juridiques autochtones et a été commissaire à la Commission ontarienne des droits de la personne de 2006 à 2015. Elle est membre de l'Association du Barreau autochtone, du Barreau de l'Ontario et du Barreau de Terre-Neuve-et-Labrador, et figure dans la liste des avocat.e.s « les plus fréquemment recommandés » dans le répertoire *Lexpert* sur le droit autochtone.

Francisca Pou Giménez est chercheuse principale en recherche juridique à l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM). Elle est aussi professeure de droit à l'Institut technologique autonome de Mexico (ITAM) où elle était précédemment professeure associée de droit (permanence). Elle détient un diplôme en droit de l'Université Pompeu Fabra en Espagne, et une maîtrise et un doctorat de la Faculté de droit de l'Université de Yale aux États-Unis. Elle a été professeure invitée en Colombie, Bolivie, Argentine, Canada, Biélorussie et Italie.

Avant d'entamer ses fonctions académiques, elle a été auxiliaire juridique à la Cour suprême du Mexique pendant huit ans. Ses écrits et son enseignement portent sur les tribunaux (révision judiciaire, communication judiciaire, conception institutionnelle), les constitutions (changement constitutionnel, étude comparative du constitutionnalisme latino-américain) et les droits fondamentaux. Dans ce dernier domaine, elle s'est concentrée sur les mécanismes de protection des droits, la loi anti-discrimination, les droits reproductifs, la liberté d'expression et la protection des droits à plusieurs niveaux en Amérique latine. Elle a collaboré avec le Centre de droit public de l'Université d'Ottawa pour accueillir le Forum des jeunes chercheurs de l'AIDC en 2022. En 2023, elle enseignera un cours intensif à l'Université d'Ottawa portant sur le constitutionnalisme latino-américain.



CHERCHEURS POSTDOCTORAUX



Le Centre a accueilli **Alexandre Lillo**, son premier chercheur postdoctoral, pour travailler sur le projet de recherche collaboratif sur le droit et la gouvernance de l'eau. Le projet est une initiative conjointe du Centre de droit public, du Centre sur la gouvernance et du Centre pour le droit de l'environnement et la durabilité mondiale.

Professeur Lillo est titulaire d'un doctorat en droit (2020) complété sous la co-tutelle de l'Université d'Ottawa et de l'Université de Montpellier (France). Sa thèse, intitulée *The Shape of Water—La construction d'un cadre juridique de gestion de l'eau au Canada* (en français seulement), propose douze principes directeurs pour jeter les bases d'une stratégie canadienne de l'eau. Ses recherches actuelles portent sur les mécanismes juridiques de la gouvernance de l'eau au Canada. Durant son mandat à titre de chercheur postdoctoral, il a notamment codirigé la Chaire de recherche en Innovation pédagogique à la Section de droit civil de l'Université d'Ottawa et a été professeur à temps partiel à la Faculté de droit et à la Faculté des arts. Récemment, il est devenu professeur au Département de sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal.

Nessan Akemakou est chercheur postdoctoral au sein du Centre de droit public de l'Université d'Ottawa, sous la supervision de la Professeure Marie-France Fortin. Son projet de recherche s'intitule « *L'économie bleue : un concept novateur source d'irrigation des politiques publiques? Étude croisée des Stratégies de l'économie bleue de l'Union africaine (UA) et du Canada* ». Nessan est titulaire d'une licence en droit (LL.B), d'une maîtrise en science politique (M.A), d'un master en relations internationales (M.A) et d'un doctorat en science politique (Ph. D.) de l'Université Toulouse 1 Capitole (France). Sa thèse, « L'existence d'une "paix autoritaire" en Afrique? Une réflexion antithétique à la théorie de la paix démocratique » a été soutenue en juillet 2019.



PROJETS SÉLECTIONNÉS

Le Centre et ses membres sont à la tête de nombreux projets de recherche d'envergure touchant une variété de sujets comme les relations entre l'État et la société, des approches critiques au droit public, l'étude empirique du processus décisionnel de la Cour suprême du Canada, la gouvernance et le cadre juridique de l'eau, et bien d'autres.



CONVERSATIONS CRITIQUES EN DROIT PUBLIC AU CANADA

Le droit public s'intéresse aux relations entre l'État et la société. Au Canada, cette relation traverse une période de réinvention importante, comme en témoignent, par exemple, les mouvements pour la réconciliation et l'indigénisation, les appels à reconnaître et à remédier au racisme systémique dans les institutions, y compris les corps policiers, et l'extension récente des protections des droits de la personne pour interdire la discrimination fondée sur l'identité ou l'expression du genre.

Nous sommes à un moment où des revendications qui remettent en cause les fondements normatifs de la discipline du droit public sont formulées en temps réel : revendications sur la citoyenneté, les droits et l'accès aux ressources et aux avantages; des revendications sur ce à quoi ressemble l'équité substantielle et procédurale, et pour qui; les revendications concernant les obligations de l'État de traiter de manière proactive les injustices historiques et actuelles et les limites des approches centrées sur l'État; et les défis aux hypothèses sous-jacentes sur l'État lui-même.

Sous la direction des professeur.e.s Karen Drake (Osgoode Hall Law School), Kyle Kirkup (Université d'Ottawa), Anne Levesque (Université d'Ottawa), Jena McGill (Université d'Ottawa) et Joshua Sealy-Harrington (Toronto Metropolitan University), ce projet de recherche adopte une approche extensive et interdisciplinaire des questions d'actualité en droit public. Ce faisant, il comble une lacune dans la littérature existante en droit public canadien, qui tend à maintenir une séparation entre les études de droit public traditionnelles, largement libérales, et les perspectives plus critiques, telles que la théorie juridique décoloniale et autochtone, la théorie critique de la race, les féminismes, l'intersectionnalité, la théorie queer et la théorie critique du handicap.





LE PROJET SUR LA RÉGLEMENTATION ET LA GOUVERNANCE DE L'EAU DU FORUM POUR LE DIALOGUE ALEX TREBEK

En collaboration avec le Centre d'études en gouvernance et le Centre du droit de l'environnement et de la durabilité mondiale, et financé par le Forum pour le dialogue Alex-TrebeK, le projet sur la réglementation et la gouvernance de l'eau vise à favoriser les échanges entre les universitaires, les acteurs gouvernementaux, les groupes d'intérêt et le grand public afin d'identifier et de répondre aux principales préoccupations en matière de politiques publiques liées à l'eau.

Dirigée par la professeure Marie-France Fortin, l'équipe du projet mène une importante discussion sur la gestion durable des ressources en eau douce. En 2021, le Forum a tenu une conférence bilingue interdisciplinaire intitulée « UN REGARD INTERDISCIPLINAIRE SUR LA FUTURE AGENCE CANADIENNE DE L'EAU ». Un ouvrage collectif intitulé *Agence canadienne de l'eau : Enjeux multisectoriels de droit et de gouvernance*, a récemment été publié par LexisNexis. Le Forum a aussi organisé une TABLE RONDE SUR LA GOUVERNANCE LOCALE ET COMMUNAUTAIRE DE L'EAU et une conférence portant sur LES ENJEUX DE LA GOUVERNANCE MULTINIVEAU DANS LA PROTECTION, LA GESTION ET LE DROIT DE L'EAU DOUCE.

En automne 2021, une équipe interdisciplinaire, composée de trois chercheur.e.s, professeur Thomas Burelli, professeur Alexandre Lillo et Dr. Lauren Touchant, issu.e.s des Centre du droit de l'environnement et de la durabilité mondiale, Centre d'études en gouvernance, et Centre de droit public, ont participé à la 26^e Conférence des parties sur les changements climatiques (COP26) à Glasgow en tant qu'observateur.rice.s pour le Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE).



LE PROJET D'EXTRACTION DE DONNÉES SUR LA COUR SUPRÊME DU CANADA

La Cour suprême du Canada est une institution centrale dans le droit et la politique du Canada, et pourtant, à ce jour, il y a eu relativement peu de recherche empirique sur son travail. Dirigé par la professeure Carissima Mathen, ce projet financé par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) fait appel à des méthodes empiriques pour étudier le processus décisionnel de la Cour suprême du Canada. Se joignent à la professeure Mathen le professeur Wolfgang Alschner, pionnier de l'application des données à l'étude empirique du droit et directeur du Laboratoire de technologie juridique, Vanessa MacDonnell, codirectrice du Centre de droit public de l'Université d'Ottawa, le professeur Terry Skolnik, codirecteur du Centre, et Stephen Bindman, professeur invité.

L'équipe espère publier un ouvrage collectif en début 2024 afin de présenter certains de ses résultats.



LE SecrÉTARIAT CANADIEN D'UN NOUVEAU PROJET D'ENVERGURE SERA HéBERGé AU CENTRE DE DROIT PUBLIC DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA

En compagnie de collègues en Allemagne et au Royaume-Uni, la professeure Vanessa MacDonnell, codirectrice du CDP, dirige un projet international interdisciplinaire de 1,7 million de dollars intitulé « Unwritten Constitutional Norms and Principles: A Comparative Study » qui examinera le phénomène du constitutionnalisme non écrit avec une perspective comparative et interdisciplinaire. Le projet examinera trois juridictions : l'Allemagne, le Canada et le Royaume-Uni, des pays qui ont chacun récemment fait face à des questions institutionnelles et politiques concernant la portée de leurs constitutions et le rôle des tribunaux dans l'application des principes constitutionnels. En comparant l'approche de chaque nation à l'égard des normes et des principes constitutionnels non écrits, les chercheur.e.s exploreront les problèmes communs à tous les ordres constitutionnels, identifieront les facteurs qui influencent la reconnaissance, la définition et l'application des règles constitutionnelles non écrites, et étudieront le rôle de l'application judiciaire des règles non écrites d'une constitution à une époque de recul démocratique.

Le projet est financé par [OPEN RESEARCH AREA \(ORA\) 7](#), un accord spécial conclu par l'[AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE \(ANR\)](#) de France, la [DEUTSCHE FORSCHUNGSGEMEINSCHAFT \(DFG\)](#) d'Allemagne, l'[ECONOMIC AND SOCIAL RESEARCH COUNCIL \(ESRC\)](#) du Royaume-Uni et le [CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES \(CRSH\)](#) du Canada. L'objectif de l'accord est de financer des projets de recherche internationaux d'excellente qualité et qui renforcent la coopération transfrontalière entre les chercheur.e.s d'au moins trois des quatre pays partenaires.

Professeure MacDonnell dirige la branche canadienne de l'étude comparée, qui inclut aussi les professeur.e.s et membres du PLC [MARIE-FRANCE FORTIN](#) et [PETER OLIVER](#) de la Section de droit civil de la Faculté de droit. L'équipe de recherche canadienne recevra 399 787 \$ du CRSH, tandis que les équipes allemande et britannique recevront des fonds en provenance de leurs agences de financement nationales respectives. La professeure [SE-SHAUNA WHEATLE](#) de l'Université Durham dirigera l'équipe britannique, et le groupe de recherche allemand sera dirigé par le professeur [FLORIAN MEINEL](#) de la Georg-August-Universität Göttingen. Les professeures MacDonnell et Wheatle ont collaboré par le passé dans le cadre de l'organisation d'un atelier internationale en 2019 portant sur les normes et les principes constitutionnels non écrits.



Panel de discussion sur le rôle des droits de l'enfant et du leadership des jeunes pendant la pandémie de COVID-19

Co-organisé par le CDP et le Laboratoire de recherche interdisciplinaire sur les droits de l'enfant, ce panel de discussion, tenu le 12 octobre 2021 et animé par la professeure Mona Paré, visait à examiner le rôle que jouent les droits des enfants et le leadership des jeunes afin d'assurer de bons résultats politiques pour les jeunes au Canada dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et la publication du premier rapport canadien sur l'état de la jeunesse.

[VISIONNER ICI](#)

Audiences virtuelles de la Cour fédérale

En collaboration avec la Cour fédérale du Canada, le Centre a accueilli deux audiences en direct de la Cour fédérale sur des affaires d'immigration : *Al-Abayechi c. Canada (Citoyenneté et Immigration)*, [2021 CF 1280](#) (audience en anglais en octobre 2021) et *Manenga c. Canada (Citoyenneté et Immigration)*, [2022 CF 233](#) (audience en français en octobre 2021).



Lancement de livre : Paul Daly, *Administrative Law in the Common Law World* (Oxford University Press, 2021)

Le Centre a tenu trois lancements de livres portant sur le nouvel ouvrage du professeur Daly. Le premier, se déroulant en novembre 2021 pour un public britannique, a été organisé en collaboration avec le Centre for Constitutional Studies of the University College Dublin. [VISIONNER ICI](#) Le second lancement a été organisé avec le Gilbert + Tobin Centre for Public Law de l'Université de New South Wales pour un public australien. [VISIONNER ICI](#) Le troisième lancement, cette fois pour un public canadien, s'est tenu en janvier 2022. [VISIONNER ICI](#)

Droits trans, justice trans : une conversation sur les principaux enjeux juridiques trans au Canada

Le 26 novembre 2021, le CDP et OUTLaw ont organisé un panel de discussion sur principaux enjeux relatifs aux personnes transgenres au Canada. Le groupe d'expert.e.s, dont le professeur Samuel Singer, ont discuté des récents changements juridiques et leurs limites – particulièrement pour les personnes transgenres marginalisées.

Discussion de la décision de la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Toronto (Cité) c. Ontario (Procureur général)*

Le 24 novembre 2021, le CDP a organisé une discussion portant sur la décision *Toronto (Cité) c. Ontario (Procureur général)*, [2021 CSC 34](#), une importante affaire constitutionnelle contestant la législation ontarienne qui a réduit la taille du conseil municipal de Toronto de 47 à 25 quartiers pendant une élection municipale. Dans une décision de 5-4, une majorité de la cour a rejeté la contestation, qui était fondée sur l'article 2(b) de la *Charte* – la liberté d'expression – et le principe constitutionnel non écrit de la démocratie. Un groupe de quatre expert.e.s, dont les professeur.e.s Marie-France Fortin et Mike Pal ainsi que le chercheur invité Steve Chaplin, a fourni des commentaires en rafale sur ce dossier. [VISIONNER ICI](#)

Cérémonie d'accueil de l'honorable Mahmud Jamal de la Cour suprême du Canada

Le Centre était fier de maintenir la tradition célébrant la nomination des nouveaux juges de la Cour suprême du Canada en partenariat avec les deux sections de la Faculté de droit. En mars 2022, le Centre a accueilli les neuf juges de la Cour suprême lors de notre premier événement en personne depuis le début de la pandémie afin de marquer la nomination historique du juge Mahmud Jamal à la Cour suprême du Canada.



« Black Voices Matter Too: Counter Narrating *Smithers v The Queen* »

Organisée en partenariat avec la Section de droit civil de la Faculté de droit, la discussion avec le professeur Amar Khoday de l'Université du Manitoba, ayant lieu en février 2022, a porté sur la théorie critique des races, les préjugés raciaux et la minimisation du racisme. Dans son récent article, « Black Voices Matter Too: Counter Narrating *Smithers v The Queen* » (2021) 58:3 Osgoode Hall Law Journal 567, le professeur Khoday présente une histoire juridique et un contre-récit du narratif officiel de la Cour dans l'affaire *Smithers c. R.* [VISIONNER ICI](#)



Discussion au sujet de *Behind Closed Doors: The Law and Politics of Cabinet Secrecy* par Yan Campagnolo (UBC Press 2022)

Les règles juridiques et politiques qui protègent la confidentialité de la prise de décision collective au plus haut niveau de l'exécutif de l'État font l'objet d'une attention croissante au Canada. *Behind Closed Doors: The Law and Politics of Cabinet Secrecy* (UBC Press) est le premier ouvrage complet sur cette doctrine controversée. Dans cet événement bilingue tenu en mars 2022, la codirectrice Vanessa MacDonnell a discuté avec le professeur Campagnolo au sujet de son nouveau livre. [VISIONNER ICI](#)

L'inconduite policière : perspectives du droit public et du droit privé

Le 16 mars 2022, le Centre a organisé une discussion sur les manières dont le droit public et le droit privé contrôlent l'inconduite policière. Le Centre a collaboré avec l'Observatoire pluridisciplinaire sur le devenir du droit privé, le Laboratoire de recherche vulnérabilité, trauma et culture et la Clinique juridique de Saint-Michel. Les panélistes ont analysé les limites, les difficultés et les évolutions du droit public et privé en matière d'inconduite policière. [VISIONNER ICI](#)

Tribunal des droits de la personne de l'Ontario : qu'est-ce qui a mal tourné, qui est touché, et que peut-on faire ?

En mars 2022, en partenariat avec Tribunal Watch Ontario, le Centre a organisé un débat d'expert.e.s, dont la professeure Anne Levesque, portant sur le déclin de l'accès à la justice dans les tribunaux administratifs de l'Ontario. Les panélistes ont abordé diverses préoccupations, notamment le manque de personnel, les problèmes entourant le processus de nomination et les pratiques émergentes au sein des tribunaux. [VISIONNER ICI](#)

Conférence pour souligner la retraite de l'honorable juge Rosalie Silberman Abella de la Cour de la Cour suprême du Canada

Pour marquer le départ à la retraite de l'honorable juge Rosalie Silberman Abella de la Cour suprême du Canada, le Centre de droit public de l'Université d'Ottawa et l'Institut canadien d'administration de la justice (ICAJ) ont tenu une conférence de deux jours en mai 2022 pour étudier son influence sur le droit et la société. La conférence était présidée par la codirectrice du Centre, Vanessa MacDonnell, l'un des chercheurs invités du Centre, Stephen Bindman, et Gerald Chan du cabinet Stockwoods LLP, Toronto.

Plus de 200 participant.e.s de partout au Canada et dans le monde ont pris part à cette célébration (en ligne et en personne).

[VISIONNER LA MAJORITÉ DES PRÉSENTATIONS ICI](#)



L'honorable Rosalie Silberman Abella UNE VIE D'AVANT-GARDE

Célébrons l'héritage exceptionnel d'une carrière remarquable!

INSCRIPTION | www.ciaj-icaj.ca

En personne à Ottawa et en ligne
Les 12 et 13 mai 2022

VI PUBLICATIONS SÉLECTIONNÉES

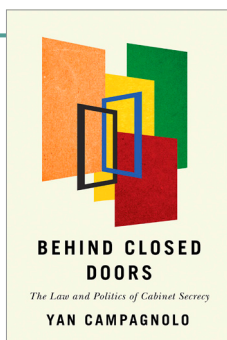
DES MEMBRES

LIVRES

Wolfgang Alschner, *INVESTMENT ARBITRATION AND STATE-DRIVEN REFORM: NEW TREATIES, OLD OUTCOMES* (Oxford : Oxford University Press, 2022).

Traduction de la description préparée par la maison d'édition : « Les efforts déployés par les États pour réformer le régime international du droit des investissements ont déclenché une réaction arbitrale. En réponse aux lacunes des accords d'investissement antérieurs, les États ont conclu une nouvelle génération de traités qui établissent un équilibre actif entre les obligations de protection des investissements et la marge de manœuvre politique du pays hôte. Ces accords de nouvelle génération sont plus complets, plus précis et comportent des caractéristiques nouvelles telles que des exceptions d'ordre public général. Ce livre passe en revue la première série de décisions rendues en vertu de ces accords et l'auteur constate que les nouveaux traités ont produit des résultats interprétatifs anciens en matière d'arbitrage d'investissement, et sapent les réformes de l'investissement impulsées par les États.

Adoptant une perspective systémique, factuelle et interdisciplinaire, l'ouvrage s'appuie sur de nouvelles données qui reflètent de manière exhaustive la dynamique des régimes, utilise une technologie de pointe, notamment la science des données juridiques, pour traiter le texte de plus de 3000 accords d'investissement comme des données, et s'appuie sur un éventail de cadres théoriques allant du droit et de l'économie à la science de la complexité. Le résultat est un compte rendu empirique nouveau et faisant autorité de l'évolution et de l'état actuel du régime d'investissement international ». Le livre est disponible [ICI](#).



Yan Campagnolo, *BEHIND CLOSED DOORS: THE LAWS AND POLITICS OF CABINET SECRECY*, (UBC Press, 2021).

Traduction de la description préparée par la maison d'édition : « À une époque où la transparence et la responsabilité du gouvernement sont considérées comme des valeurs fondamentales, le secret du Cabinet a-t-il encore sa place ? Les règles juridiques et politiques qui protègent la confidentialité des décisions collectives au plus haut niveau de l'exécutif de l'État font l'objet d'un examen de plus en plus minutieux au Canada. *Behind Closed Doors: The Law and Politics of Cabinet Secrecy* est le premier ouvrage complet sur cette doctrine controversée. Yan Campagnolo défend la pratique du secret du Cabinet en démontrant qu'elle est essentielle au bon fonctionnement d'un gouvernement responsable, tout en concluant que le régime du secret au niveau fédéral au Canada est excessivement large et possiblement inconstitutionnel. Ce régime prive les tribunaux de l'autorité de contrôler de manière significative la légalité des actions de l'exécutif. Fondé sur une analyse comparative des règles qui s'appliquent au niveau provincial au Canada et au Royaume-Uni, en Australie et en Nouvelle-Zélande – et sur une évaluation des derniers développements en droit constitutionnel et administratif – cet ouvrage méticuleux élabore une solution réalisable. *Behind Closed Doors* propose des réformes novatrices qui permettraient d'atteindre un meilleur équilibre entre la transparence du gouvernement et la confidentialité. Ceux qui actionnent les leviers du pouvoir feraient bien de tenir compte des conseils pratiques de Campagnolo. Les juristes, les avocats, les juges, les fonctionnaires, les politologues, les politiciens, les journalistes et les étudiants trouveront tous dans cet ouvrage une source inestimable d'informations ». Le livre est disponible [ICI](#).

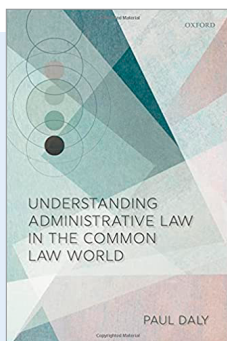
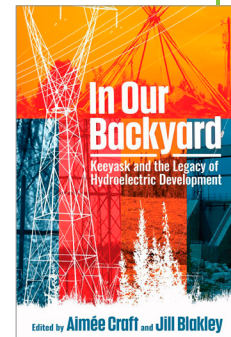
Aimée Craft et Jill Blakle, éd., **IN OUR BACKYARD: KEYASK AND THE LEGACY OF HYDROELECTRIC DEVELOPMENT** (Winnipeg : University of Manitoba Press, 2022).

Traduction de la description préparée par la maison d'édition : « Depuis la construction du barrage de Grand Rapids dans les années 1960, le développement hydroélectrique a radicalement modifié le paysage social, politique et physique du nord du Manitoba. Le fleuve Nelson a été découpé en segments et fracturé par une série de barrages, pour lesquels il a fallu détourner la rivière Churchill et créer de nouveaux points d'entrée du lac Winnipeg pour gérer leur capacité. Les puissants rapides historiques se sont ratatinés pour devenir des lits de rivière asséchés. Le barrage et la centrale de Keeyask de Manitoba Hydro vont étendre le réseau existant de 15 barrages et de 13 800 km de lignes de transmission.

In Our Backyard raconte l'histoire du barrage de Keeyask et du développement qui l'accompagne sur le fleuve Nelson du point de vue des peuples autochtones, des universitaires, des scientifiques et des organismes de réglementation. Il s'appuie sur les riches évaluations environnementales et économiques documentées lors des audiences publiques de la Clean Environment Commission sur Keeyask en 2012.

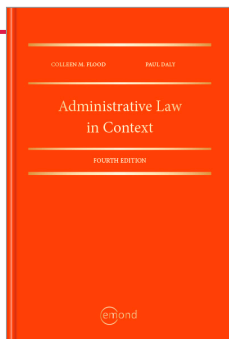
Il amplifie les voix autochtones que les processus d'évaluation environnementale et de réglementation ont souvent omis d'intégrer et fournit une base pour la prise de décision et les études en cours concernant Keeyask et l'exploitation des ressources en général. Il examine les évaluations des impacts cumulatifs, régionaux et stratégiques, les visions du monde et les lois autochtones dans le cadre du processus de réglementation et de prise de décision, les aspects économiques du développement, les modèles de surveillance et de gestion, la prise en compte des espèces touchées et les impacts culturels et sociaux.

Dans le contexte d'un régime réglementaire provincial et fédéral qui se débat avec d'importantes questions sur l'équilibre entre développement et durabilité, et à la lumière des droits inhérents des peuples autochtones à la terre, aux moyens de subsistance et à l'autodétermination, *In Our Backyard* propose des réflexions critiques qui soulignent la nécessité d'un dialogue ciblé, d'une prise de décision fondée sur des principes et d'un meilleur héritage du développement du Nord à l'avenir ». Le livre est disponible [ICI](#).



Paul Daly, **UNDERSTANDING ADMINISTRATIVE LAW IN THE COMMON LAW WORLD** (Oxford : Oxford University Press, 2021).

Traduction de la description préparée par la maison d'édition : « Dans l'ensemble du monde de la common law, le droit du contrôle judiciaire de l'action administrative a changé de manière spectaculaire au cours des dernières décennies, accélérant un processus d'évolution progressive qui dure depuis des siècles. Ce livre offre un cadre nouveau pour comprendre les caractéristiques essentielles du droit administratif contemporain. Par une analyse comparative de la jurisprudence de l'Australie, du Canada, de l'Angleterre, de l'Irlande et de la Nouvelle-Zélande, l'auteur développe une approche interprétative en se référant à quatre valeurs : l'épanouissement individuel, la bonne administration, la légitimité électorale et l'autonomie décisionnelle. L'interaction de cette pluralité de valeurs explique la structure du vaste domaine du contrôle judiciaire de l'action administrative : structures institutionnelles, équité procédurale, contrôle substantiel, recours, restrictions aux recours et portée du contrôle judiciaire. En abordant en détail ce large éventail de sujets, l'ouvrage démontre comment une approche pluraliste, dans laquelle les valeurs sont utilisées de manière complémentaire et équilibrée, peut améliorer notre compréhension du droit administratif. En outre, une telle approche peut guider le développement futur du droit du contrôle judiciaire de l'action administrative, un point illustré par une analyse minutieuse du domaine doctrinal non résolu de l'attente légitime. Le livre se termine en soutenant que le cadre pluraliste fondé sur les valeurs de l'auteur soutient la légitimité du droit administratif contemporain qui, bien que parfois remis en question, facilite l'épanouissement des individus, de l'administration publique et du système démocratique libéral ». Le livre est disponible [ICI](#).



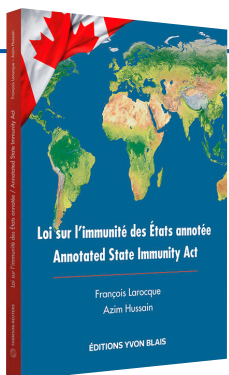
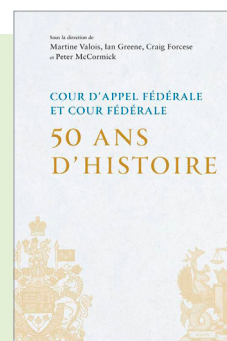
Colleen Flood & **Paul Daly**, **ADMINISTRATIVE LAW IN CONTEXT**, 4th ed (Toronto : Emond Montgomery, 2021).

Traduction de la description préparée par la maison d'édition : « *Administrative Law in Context, 4th Edition* examine les derniers développements dans le domaine du droit administratif, en relation avec les contextes importants et contemporains qui façonnent les idées juridiques. Ce recueil de jurisprudence qui fait autorité offre une analyse concertée des principes clés et des causes séminales en tirant parti des voix des principaux universitaires et praticiens du Canada. La quatrième édition comprend une analyse pratique et approfondie de la trilogie Vavilov de 2019 de la Cour suprême du Canada. Les décisions séminales de Bell, NFL et Vavilov ont généré des changements fondamentaux dans les normes de contrôle en appel. Cette édition comprend également des questions de chapitre mises à jour, des discussions, des commentaires et des conseils pratiques. Ce texte utilise une approche d'enseignement expérientielle de la doctrine canadienne du droit administratif, combinant la théorie et l'apprentissage appliqué afin de fournir un texte que les étudiants peuvent emporter avec eux, de la salle de classe à la salle d'audience ». Le livre est disponible [ICI](#).

Martine Valois, Ian Greene, **Craig Forcese** et Peter McCormick, **COUR D'APPEL FÉDÉRALE ET COUR FÉDÉRALE : 50 ANS D'HISTOIRE** (Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2021).

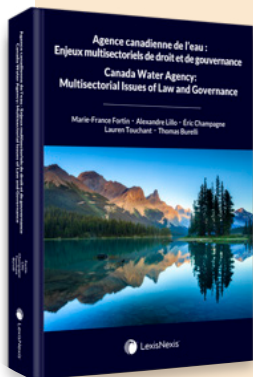
Description préparée par la maison d'édition : « La Cour d'appel fédérale et la Cour fédérale sont uniques parmi les tribunaux canadiens parce qu'elles sont bilingues, bijuridiques et itinérantes, c'est-à-dire qu'elles entendent des causes dans toutes les régions du Canada. Ce livre a été rédigé pour célébrer le 50^e anniversaire, en 2021, des deux Cours fédérales du Canada. Cet ouvrage inédit a été réalisé en menant des entretiens auprès de soixante-dix-huit juges de ces deux cours, actuels et retraités.

Les auteurs présentent un bref historique des Cours fédérales et de leur prédécesseuse – la Cour de l'Échiquier du Canada – ainsi qu'un aperçu de leurs compétences, de leurs tendances décisionnelles et de leurs spécificités. Plusieurs chapitres de ce livre traitent des expertises particulières des Cours fédérales, dont le droit administratif, le droit de l'immigration et des réfugiés, la propriété intellectuelle, la sécurité et le renseignement, le droit autochtone, le droit de l'environnement, le droit maritime, le droit du travail, les droits de la personne et le droit fiscal. Le juge en chef Marc Noël et le juge en chef Paul Crampton ont également contribué à cet ouvrage. La préface est rédigée par le juge Frank Iacobucci, et l'épilogue, par le juge Robert Décary ». Le livre est disponible [ICI](#).



François Larocque et Azim Hussain, **LA LOI SUR L'IMMUNITÉ DES ÉTATS ANNOTÉE / THE ANOTATED STATE IMMUNITY ACT** (Cowansville : Éditions Yvon Blais, 2021).

Description préparée par la maison d'édition : « Cet ouvrage présente un résumé entièrement bilingue et bijuridique de la jurisprudence portant sur la *Loi sur l'immunité des États* (LIÉ) à l'intention des juristes canadiens et internationaux. Il se veut un guide pratique de la LIÉ, un manuel convivial pour le praticien appelé à conseiller ou à représenter dans des affaires qui mettent en jeu l'immunité des États, ainsi que pour le juge qui doit trancher. Que dit la jurisprudence sur la forme de signification requise lorsque l'on poursuit un État étranger ? Comment l'exception commerciale est-elle interprétée ? Ce livre présente des résumés succincts de la jurisprudence canadienne ayant traité des dispositions de la LIÉ, tout en minimisant les commentaires éditoriaux sur ces affaires. Certaines décisions antérieures à la LIÉ sont également incluses dans la mesure où elles éclairent les principes pertinents de la common law ». Le livre est disponible [ICI](#).



Marie-France Fortin, Alexandre Lillo, Eric Champagne, Lauren Touchant et Thomas Burelli, dirs., **AGENCE CANADIENNE DE L'EAU : ENJEUX MULTISECTORIELS DE DROIT ET DE GOUVERNANCE** (Montréal : LexisNexis, 2022).

Description préparée par la maison d'édition : « La proposition récente du gouvernement fédéral à la fin de l'année 2020 de créer une Agence canadienne de l'eau afin de s'adapter aux changements climatiques et de protéger l'eau douce a marqué un possible tournant historique. La dernière avancée législative fédérale en matière de gestion nationale de l'eau date en effet de plus de cinquante ans. La forme que prendra l'Agence canadienne de l'eau, sa mission et l'opérationnalisation de ses objectifs demeurent cependant à définir. La création de cette nouvelle agence fédérale constitue l'occasion d'examiner de façon critique la législation, les politiques et le fonctionnement des organisations existantes sur la gestion, la préservation et la réglementation de l'eau au Canada et à l'international, de même que le processus de création de cette nouvelle agence.

Cette source est composée de textes inspirés de la conférence nationale présentée par le Forum sur le droit et la gouvernance de l'eau de l'Université d'Ottawa. Rédigés par des spécialistes dans différents domaines du droit et de la gouvernance, ces textes abordent l'eau douce selon les perspectives autochtones, municipales, internationales, écosystémiques et intergouvernementales, agricoles et agroalimentaires, de même que les considérations liées à l'élaboration institutionnelle de l'Agence canadienne de l'eau.

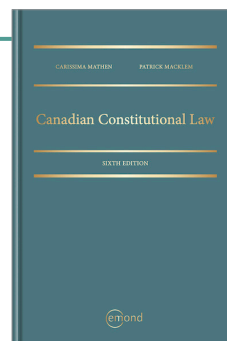
Une introduction au droit et à la gouvernance de l'eau douce précède la richesse des perspectives présentées dans les divers chapitres qui suivent. Afin de mieux situer les propos des experts qui sont tenus dans l'ouvrage, le portrait est brossé du contexte hydrographique, géographique et climatique au Canada, de même que du cadre constitutionnel, juridique et institutionnel. Les développements politiques récents relatifs à la création de l'Agence canadienne de l'eau sont également détaillés ». L'ouvrage comprend un texte que la professeure et membre du CDP, Aimée Craft, a corédigé. L'ouvrage est disponible sur [LEXISNEXIS ADVANCE QUICKLAW](#).

Carissima Mathen, Patrick Macklem, Richard Albert, Joel Bakan, John Borrows, Sujit Choudhry, Noura Karazivan, Jennifer Koshan, Jean Leclair, Ian Lee, **Vanessa MacDonnell**, Richard Moon, **Peter Oliver**, Kent Roach, Bruce Ryder, David Schneiderman, Hamish Stewart, Jonnette Watson Hamilton et Lorraine Weinrib, éd., **CANADIAN CONSTITUTIONAL LAW**, 6^e éd (Toronto : Emond Publishing, 2022)

Traduction de la description préparée par la maison d'édition : « Dans la sixième édition de *Canadian Constitutional Law*, le rédacteur en chef Patrick Macklem est rejoint par la co-rédactrice en chef Carissima Mathen, experte en droit constitutionnel et professeure à l'Université d'Ottawa. S'appuyant sur une équipe de rédaction riche en diversité régionale, linguistique et scientifique, cette édition reste fidèle à la structure des éditions précédentes tout en offrant une perspective nouvelle sur de nombreuses questions constitutionnelles.

Le droit constitutionnel canadien, 6^e édition, comprend une couverture élargie des questions autochtones dans les chapitres de l'ouvrage, à la lumière des appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation. Avec une jurisprudence à jour et des commentaires perspicaces, ce texte interdisciplinaire met l'accent sur l'histoire de la Constitution canadienne pour faciliter une meilleure compréhension des questions et interprétations constitutionnelles contemporaines.

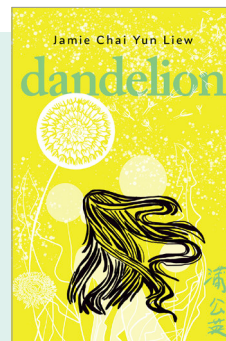
Servant de ressource pédagogique précieuse en classe et ailleurs, *Droit constitutionnel canadien*, 6^e édition demeure le recueil de jurisprudence le plus complet et la ressource pédagogique faisant autorité en matière de droit constitutionnel canadien ». Le traité comprend des chapitres rédigés par Vanessa MacDonnell et Peter Oliver, membres du Centre de droit public. Le livre est disponible [ICI](#).



Jamie Liew, **DANDELION** (Vancouver : Arsenal Pulp : 2022).

Traduction de la description préparée par la maison d'édition : « Lorsque Lily avait onze ans, sa mère, Swee Hua, a quitté la famille, sans jamais être revue ni entendue. Devenue elle-même une nouvelle mère, Lily est obsédée par la recherche de ce qui est arrivé à Swee Hua. Elle se souvient du printemps 1987, alors qu'elle grandissait dans une petite ville minière de Colombie-Britannique où il n'y avait qu'une poignée de familles asiatiques. Le père de Lily, auparavant apatride, voulait se fondre dans la vie canadienne, tandis que sa mère, aliénée et isolée, désirait ardemment retourner au Brunei. Des années plus tard, toujours affectée par la disparition de Swee Hua, la famille de Lily reste obstinément muette à ses interrogations. Mais finalement, un vieil ami de la famille fournit un indice qui envoie Lily en Asie du Sud-Est pour découvrir la vérité.

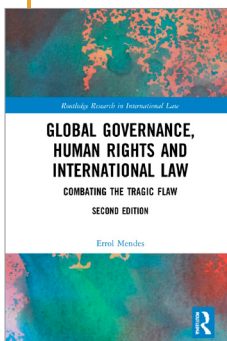
Lauréat du Jim Wong-Chu Emerging Writers Award de l'Asian Canadian Writers' Workshop, *Dandelion* est un roman magnifiquement écrit et touchant sur la maternité, les secrets de famille, la migration, l'isolement et la maladie mentale. Avec clarté et attention, il explore les nombreuses façons dont nous définissons le foyer, l'identité et, surtout, l'appartenance ». Le livre est disponible [ici](#).



Errol P. Mendes, **GLOBAL GOVERNANCE, HUMAN RIGHTS AND INTERNATIONAL LAW: COMBATING THE TRAGIC FLAW**, 2^e éd (Londres : Routledge, 2022).

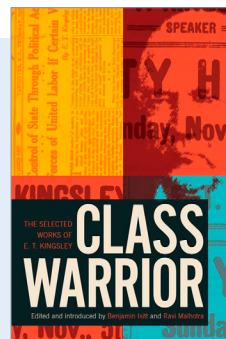
Traduction de la description préparée par la maison d'édition : « Ce livre offre une introduction stimulante aux liens entre les domaines de la gouvernance mondiale, des droits de la personne, de l'économie mondiale et du droit international. En s'appuyant sur un éventail de sujets divers, il soutient que les fondements de la gouvernance mondiale, des droits de la personne et du droit international sont minés par un conflit ou "défaut tragique", où l'insistance sur les conceptions absolues de la souveraineté des États s'oppose aux principes universellement acceptés de la justice et des droits de la personne, ce qui entraîne un intérêt personnel destructeur pour l'État et la communauté mondiale. À la suite de l'élection du président Donald Trump, la deuxième édition explorera comment nous assistons à une bataille critique pour garantir que les droits de la personne, le droit international et les aspects bénéfiques de la mondialisation seront toujours pertinents et appliqués dans certaines des institutions critiques

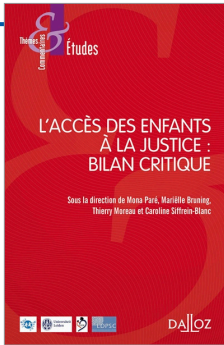
de la gouvernance mondiale et dans les opérations du secteur privé mondial. La deuxième édition se concentrera sur la manière dont les États, les institutions et la société civile mondiale devront intensifier la lutte contre ce "défaut tragique" qui est aujourd'hui encore plus évident avec les actions des États-Unis et d'autres États autoritaires, comme la Chine et la Russie, en cette deuxième décennie du XXI^e siècle. » Le livre est disponible [ici](#).



Benjamin Isitt et Ravi Malhotra, dirs., **CLASS WARRIOR: THE COLLECTED WORKS OF E. T. KINGSLEY AND THE INTELLECTUAL ORIGINS OF THE BRITISH COLUMBIA SCHOOL OF SOCIALISM** (Athabasca : Canadian Committee on Labour History/Athabasca University Press, 2022)

Traduction de la description préparée par la maison d'édition : « En octobre 1890, la vie d'Eugene T. Kingsley changea irrévocablement alors qu'il travaillait comme serre-frein sur le chemin de fer Northern Pacific, lorsqu'il fut blessé en tombant entre deux wagons. Pendant sa convalescence à l'hôpital après l'amputation de ses deux jambes, il commence à lire les œuvres de Karl Marx. Rejoignant un mouvement socialiste populaire, son activisme l'amène finalement à Vancouver, en Colombie-Britannique, où il fonde le Socialist Party of Canada (SPC). Kingsley, connu pour être un orateur passionné, est ensuite devenu l'un des intellectuels socialistes les plus éminents de son époque. Class Warrior est une collection d'écrits et de discours de Kingsley qui souligne son impact considérable sur le discours politique canadien ». Le livre est disponible [ici](#).





Mona Paré, Marielle Bruning, Thierry Moreau et Caroline Siffrein-Blanc, éd., *L'ACCÈS DES ENFANTS À LA JUSTICE : BILAN CRITIQUE* (Paris : Dalloz, 2022).

Description préparée par la maison d'édition : « L'accès des enfants à la justice est devenu un sujet important dans le domaine des droits de l'enfant. Ce concept englobe notamment la possibilité pour l'enfant d'être entendu et d'avoir accès à l'information dans un langage adapté. De manière générale, il s'agit d'adapter la justice à l'enfant.

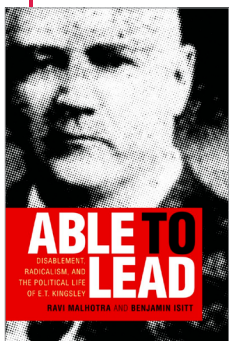
Cet ouvrage explore la signification, la pratique et les défis de l'accès des enfants à la justice et contribue à une meilleure compréhension de ce que signifie cet accès pour les enfants et à quoi il devrait ressembler dans la pratique. Dans une approche comparative, il aborde les défis dans différents domaines du droit et dans différents pays : la France, le Canada, la Belgique et les Pays-Bas, entre autres. Ce bilan critique s'accompagne de solutions pratiques suggérées par les auteurs. ». Le livre est disponible [ICI](#).

Vanessa Gruben, Graham Mayeda et Owen Rees, éd., *CONTROVERSIES IN THE COMMON LAW: TRACING THE CONTRIBUTIONS OF CHIEF JUSTICE BEVERLEY MCLACHLIN* (Toronto : University of Toronto Press, 2021).

Traduction de la description préparée par la maison d'édition : « Beverley McLachlin a été la première femme à devenir juge en chef de la Cour suprême du Canada. Elle s'est jointe à la Cour au moment où celle-ci définissait son approche de la *Charte canadienne des droits et libertés*, et a aidé la Cour à surmonter les réactions négatives du public à l'égard de décisions controversées pendant son mandat.

Controversies in the Common Law explore l'approche de la juge en chef McLachlin en matière de raisonnement juridique, examine ses contributions remarquables dans des domaines controversés de la common law et souligne le rôle de la philosophie judiciaire dans la formation du droit. Les chapitres de ce livre s'étendent sur trente ans et traitent d'une variété de sujets, dont la responsabilité civile, l'enrichissement sans cause, le droit administratif et le droit pénal. Les auteurs montrent que McLachlin avait un penchant philosophique qui la poussait à assurer l'unité et la cohérence de la common law et à préférer les changements progressifs aux révolutions.

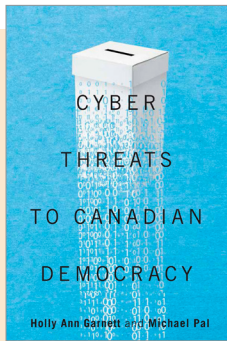
Célébrant la carrière d'une juriste influente, *Controversies in the Common Law* démontre comment l'approche de la common law adoptée par la juge en chef McLachlin a réussi à gérer les critiques et à assurer la légitimité de la Cour ». Le livre est disponible [ICI](#).



Ravi Malhotra & Benjamin Isitt, *ABLE TO LEAD: DISABLEMENT, RADICALISM AND THE POLITICAL LIFE OF E. T. KINGSLEY* (Vancouver : UBC Press, 2021)

Traduction de la description préparée par la maison d'édition : « Eugene T. Kingsley a mené une vie extraordinaire. Né dans le New York du milieu du XIX^e siècle, il était en 1890 serre-frein dans le Montana. Un accident l'a laissé doublement amputé et radicalisé sur le plan politique, et le militantisme socialiste qui a suivi l'a conduit au nord de la frontière, où il a fini par être considéré par le gouvernement comme "l'un des hommes les plus dangereux du Canada". *Able to Lead* retrace le parcours politique de Kingsley, en commençant par l'époque où il était orateur dans une boîte à savon à San Francisco. En tant que membre éminent de la gauche californienne, il se présente à la Chambre des représentants des États-Unis. Après s'être installé en Colombie-Britannique, il s'est fait connaître au sein du Parti socialiste du Canada et a dirigé son journal, le *Western Clarion*. Bien qu'il n'ait jamais été élu à un poste politique, Kingsley a formé une génération entière de gauchistes canadiens. **Ravi Malhotra** et Benjamin Isitt mettent en lumière un personnage qui

a exercé une influence considérable à une époque où il était rare que des hommes handicapés puissent diriger. Ils examinent les efforts de Kingsley pour obtenir justice contre la Northern Pacific Railway, et comment la vie de Kingsley a croisé la loi sur l'immigration et le droit à la liberté d'expression. *Able to Lead* fait revivre une période turbulente de l'histoire de l'Amérique du Nord et met en lumière les implications de cet héritage profond pour la gauche politique du XIX^e siècle. Ce récit captivant trouvera un public parmi les historiens du travail et de la gauche, les défenseurs des droits des personnes handicapées et les lecteurs intéressés par l'histoire des personnes handicapées et des activistes ». Le livre est disponible [ICI](#).



Holly Ann Garnett et **Michael Pal**, *CYBER THREATS TO CANADIAN DEMOCRACY* (Montréal-Kingston : McGill-Queen's University Press, 2022).

Traduction de la description préparée par la maison d'édition : « Du scandale Cambridge Analytica aux serveurs de vote sur Internet surchargés en passant par les machines à voter défectueuses, la relation croissante entre la démocratie et la technologie a mis en lumière les défis liés à l'intégration de nouveaux outils numériques dans le système électoral. La politique canadienne a également ressenti l'impact de cette migration en ligne.

Ce livre, qui arrive à point nommé, présente la première étude exhaustive des diverses cybermenaces pesant sur l'intégrité des élections dans les différentes juridictions canadiennes. Passant au crible les événements de l'élection fédérale de 2019, *Cyber-Threats to Canadian Democracy* examine comment les nouvelles technologies ont affecté la pratique de la politique électorale et ce que nous pouvons faire pour renforcer les futures élections canadiennes. À travers les disciplines de la science politique, du droit, de l'informatique, de l'ingénierie, des communications et autres, les chapitres font la lumière sur certaines des questions les plus litigieuses autour de la technologie et de l'intégrité électorale. Les auteurs abordent les menaces actuelles, nationales et étrangères, qui pèsent sur les élections canadiennes, évaluent le comportement d'acteurs allant des partis politiques et des groupes d'intérêt aux décideurs et aux administrateurs électoraux, et évaluent les réponses juridiques et réglementaires émergentes tout en anticipant les défis futurs pour la qualité des élections au Canada et dans le monde.

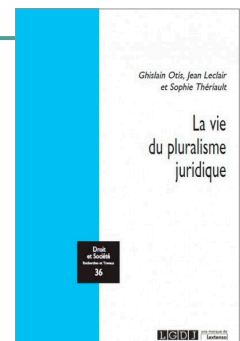
Cyber-Threats to Canadian Democracy contribue à lancer l'étude des risques de sécurité liés à la technologie numérique, en donnant un aperçu des réformes nécessaires et en évaluant les cadres juridiques et politiques existants à la lumière de ces menaces ». Le livre est disponible [ICI](#).

Ghislain Otis, Jean Leclair et **Sophie Thériault**, *LA VIE DU PLURALISME JURIDIQUE* (Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence, 2022).

Description préparée par la maison d'édition : « Ce livre propose une étude comparative de la gestion du pluralisme juridique. Les auteurs décrivent et analysent la manière dont les acteurs des systèmes juridiques étatiques et non étatiques appréhendent le pluralisme juridique – défini comme la coexistence de systèmes juridiques étatiques et non étatiques sur un même territoire, pour une même matière et une même population. L'ouvrage met en lumière les procédés de gestion déployés par les systèmes juridiques étatiques et non étatiques en Afrique, au Canada, en Europe centrale et dans le Pacifique Sud, ainsi que les multiples facteurs paramétrant l'action des opérateurs des systèmes et des individus dans un environnement juridique plural. Il s'intéresse également aux effets des stratégies et des processus de gestion sur les systèmes, sur leurs opérateurs, et sur les individus.

L'ouvrage jette un nouvel éclairage – pratique et analytique – sur le pluralisme juridique appliqué, un domaine de recherche et de pratique professionnelle en plein essor. S'appuyant sur des données empiriques originales recueillies dans plusieurs pays par une équipe multilingue et pluridisciplinaire, il brosse un tableau méticuleux du faisceau complexe d'enchevêtrements normatifs engendrés par les pratiques étatiques et non étatiques dans un contexte marqué par la coexistence de plusieurs ordres juridiques. L'approche non prescriptive des auteurs leur a également permis de révéler et de remettre en question les postulats de certains décideurs politiques, universitaires et experts du développement concernant la nature et les conséquences du pluralisme juridique.

Cet ouvrage intéressera les universitaires et les praticiens dans les disciplines du droit, des études de développement, des sciences politiques et des sciences sociales ». Le livre est disponible [ICI](#).



CHAPITRES DE LIVRES

- **Natasha Bakht**, « 2(b) or not 2(b): The Expressive Value of the Niqab » dans Amélie Barras, Jennifer Selby et Melanie Adrian, dirs., *Producing Islam(s) in Canada* (Toronto : University of Toronto Press, 2021). [LIRE ICI](#)
- **Yan Campagnolo**, « L'interaction du droit constitutionnel et du droit administratif » dans Stéphane Beaulac et Jean-François Gaudreault-DesBiens, dirs., *JurisClasseur Québec, Collection droit public, Droit administratif* (Montréal : LexisNexis, 2021). [LIRE ICI](#)
- **Y.Y. Brandon Chen**, « Beyond the Rhetoric of Essentiality: Canada's Neoliberal Migrant Worker Policy During the COVID-19 Pandemic » dans S. Germain et A. Yong, dirs., *Beyond the Virus* (Bristol : Bristol University Press, à paraître en 2023). [LIRE ICI](#)
- **Y.Y. Brandon Chen**, « Citizenship as an Egg? » dans T. Nair et M. Inês Amaro, dirs., *Citizenship as a challenge: Dimensions of an Evolving Process* (Leiden : Brill, 2021). [LIRE ICI](#)
- **Y.Y. Brandon Chen**, « Fortress World: Refugee Protection During (And After) the COVID-19 Pandemic » dans C. Régis, D. Jean-Louis & D. Weinstock, dirs., *Pandemic Societies*. (Montréal : McGill-Queen's Press, 2021). [LIRE ICI](#)
- **Lynda Collins** et Brandon D. Stewart, « Engendering Hope in Environmental Law Students » dans Amanda Kennedy et al., dirs., *Teaching and Learning in Environmental Law* (Cheltenham : Edward Elgar, 2021). [LIRE ICI](#)
- Duncan French et **Lynda Collins**, « Scholarship » dans Lavanya Rajamani et Jacqueline Peel, dirs., *The Oxford Handbook of International Environmental Law* (Oxford : Oxford University Press, 2021). [LIRE ICI](#)
- **Aimée Craft**, Leona Star et Dawnis Kennedy, « Foreword » dans Elizabeth Carlson-Manathara et Gladys Rowe, dirs., *Living in Indigenous Sovereignty* (Halifax : Fernwood Publishing, 2021). [LIRE ICI](#)
- **Aimée Craft**, « La souveraineté territoriale exprimée par le biais de naissances au sein de territoires autochtones : un projet collaboratif pour le mieux-être des prochaines générations » dans Geneviève Motard et Geneviève Nootens, dirs., *Souverainetés et autodéterminations autochtones* (Québec : Presses de l'Université Laval, 2021). [LIRE ICI](#)
- **Paul Daly**, « The Irish Courts and the Administrative State » dans David M. Farrell et Niamh Hadriman, dirs., *The Oxford Handbook of Irish Politics* (Oxford : Oxford University Press, 2021). [LIRE ICI](#)
- **Paul Daly**, « Facticity: Judicial Review of Factual Error in Comparative Perspective » dans Peter Cane, Eric Ip, Herwig Hoffman et Peter Lindseth, dirs., *Oxford Handbook of Comparative Administrative Law* (Oxford : Oxford University Press, 2021). [LIRE ICI](#)
- **Paul Daly** et Vincent-Alexandre Fournier, « The Federal Court of Canada and Administrative Law » dans Craig Forcese et al, dirs., *The Federal Court of Appeal and the Federal Court: 50 Years of History* (Toronto : Irwin Law, 2021). [LIRE ICI](#)
- **Paul Daly**, « L'éthique des procédures contentieuses au Canada dans l'ère de la COVID-19 » dans Raphaël Maurel, dir., *L'éthique des contentieux en temps de pandémie. Approches de droits international et comparé* (Bruxelles : Bruylant, 2022). [LIRE ICI](#)
- **Karen Eltis**, « Courts in the Digital Age: "Adaptive Leadership" for Harnessing Technology and Enhancing Access to Justice » dans Christopher Hunt et Robert Diab, dirs., *Digital Privacy and the Charter* (Toronto : Thomson Reuters, 2021). [LIRE ICI](#)
- **Karen Eltis**, « "Its Just the Algorithm" : Encadrer la gouvernance par intelligence artificielle pour se prémunir contre une algocratie kafkaïenne et mitiger le racisme automatisé » dans Brunessen Betrand, dir., *La politique européenne du numérique* (Bruxelles : Bruylant, 2022). [LIRE ICI](#)
- **Martha Jackman**, « Protecting Health, Respecting Rights: Decriminalizing Drug Possession as a Constitutional Imperative » dans Vanessa Gruben, dir., *First do Less Harm: Harm Reduction as a Principle of Health Policy and Law* (Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa, à paraître). [LIRE ICI](#)
- **Martha Jackman**, « Wizened Stump or Living Tree? Section 7 Principles of Fundamental Justice » dans Howard Kislowicz, Kerri Froc et Richard Moon, dirs., *The Surprising Constitution* (Vancouver : UBC Press, à paraître). [LIRE ICI](#)
- **François Larocque**, « Fascicule no 12 : Langues et droit constitutionnel » dans Stéphane Beaulac et Jean-François Gaudreault-Desbiens, dirs., *JurisClasseur Québec : Droit constitutionnel* (Montréal : LexisNexis, 2022).
- **François Larocque**, « Préface : La modernisation de la Loi sur les langues officielles » dans Lianne Pelletier, dir., *Actes du Symposium sur les 50^e anniversaire de la Loi sur les langues officielles* (Sudbury : Institut Franco-Ontarien, 2021). [LIRE ICI](#)

- **Anne Levesque**, « Public Interest Litigation » dans Christina Binder, Manfred Nowak, Jane A. Hofbauer et Philipp Janig, dirs., *Elgar Encyclopedia of Human Rights* (Cheltenham : Elgar Edward, 2022). [LIRE ICI](#)
- **Jamie Liew**, « Statelessness & the Administrative State: The Legal Prowess of the First-Line Bureaucrat in Malaysia » dans Tendayi Bloom et Lindsey Kingston, dirs., *Statelessness, Governance, and the Problem of Citizenship* (Manchester : Manchester University Press, 2021). [LIRE ICI](#)
- Kristy Belton et **Jamie Liew**, « The Unmaking of Citizens: Shifting Borders of Belonging » in Molly Land et Katherine Libal, dirs., *Beyond Borders: The Human Rights of Non-Citizens at Home and Abroad* (Cambridge : Cambridge University Press, 2021). [LIRE ICI](#)
- **Alexandre Lillo** et Thomas Burelli, « Game on! Game-Based Learning as an Innovative Tool for Teaching International Environmental Law » dans Amanda Kennedy et al., dirs., *Teaching and Learning in Environmental Law* (Cheltenham : Edward Elgar, 2021). [LIRE ICI](#)
- Nicholas Aroney et al (dont **Vanessa MacDonnell** et **Peter Oliver**), « Coping with Covid: How Did Covid-19 Management Measures Affect Fiscal Federal Relations? » dans M. Junkernheinrich et al, dirs., *Jahrbuch für öffentliche Finanzen* (Berlin : Berliner Wissenschafts-Verlag, 2021). [LIRE ICI](#)
- **Ravi Malhotra**, « The Legal Politics of Death-Making/ Assisted Suicide » dans Kelly Fritsch, Jeff Monaghan et Emily van der Meulen, dirs., *Disability (In)Justice: Examining Criminalization in Canada* (Vancouver : UBC Press, 2021). [LIRE ICI](#)
- **Carissima Mathen**, « Regulating Expression on Social Media » dans Emmett Macfarlane, dir., *Dilemmas of Free Expression* (Toronto : University of Toronto Press, 2021). [LIRE ICI](#)
- **Graham Mayeda**, « The Continuity of Private and Public Law Reasoning in Chief Justice McLachlin's Criminal Law Judgments » dans Vanessa Gruben, **Graham Mayeda** et Owen Rees, dirs., *Controversies in the Common Law: Tracing the Contributions of Chief Justice Beverley McLachlin* (Toronto : University of Toronto Press, 2021). [LIRE ICI](#)
- **Heather McLeod-Kilmurray**, « The Emergence of Specialist Postgraduate Coursework Programs in Environmental Law » dans Amanda Kennedy et al., dirs., *Teaching and Learning in Environmental Law* (Cheltenham : Edward Elgar, 2021). [LIRE ICI](#)
- **Michael Pal**, « Constitutional Design of Political Rights » dans James Gardner, dir., *Comparative Election Law* (Cheltenham : Edward Elgar, 2022). [LIRE ICI](#)
- **Michael Pal**, « The South Asian Fourth Branch » dans Tarunabh Khaitain, Dinesha Samararatne et Swati Jhaveri, dirs., *Constitutional Resilience in South Asia* (Oxford : Hart, 2022). [LIRE ICI](#)
- **Michael Pal**, « Evaluating Applicable Canadian and German Domestic Law to Address the Challenges of Foreign Interference » dans Aaron Shull et Kailee Hilt, dirs., *Next-Generation Technology and Electoral Democracy: Understanding the Changing Environment* (Waterloo : CIGI, 2022). [LIRE ICI](#)
- **Charles-Maxime Panaccio**, « Jeremy Waldron, the Legitimacy of Judicial Review and Political Political Theory » dans Mathieu Carpentier, dir., *Meta-theory of Law* (Londres : Wiley-ISTE, 2022). [LIRE ICI](#)
- **Han-Ru Zhou** et Jean Leclair, « Canada Report » dans Richard Albert et al., dirs., *2021 Global Review of Constitutional Law* (I-CONnect-Clough Center 2022). [LIRE ICI](#)

ARTICLES ET RAPPORTS

- **Wolfgang Alschner**, « Ensuring Correctness or Promoting Consistency? Tracking Policy Priorities in Investment Arbitration through Large-Scale Citation Analysis » dans Daniel Behn, Ole Kristian Fauchald et Malcolm Langford, dirs., *Empirical Perspectives on Investment Arbitration* (Cambridge, Cambridge University Press, 2022). [LIRE ICI](#)
- **Wolfgang Alschner** et Damien Charlotin, « Data Mining, Text Analytics, and Investor-State Arbitration » dans Pietro Ortolani et al., dirs., *International Arbitration and Technology* (Alphen aan den Rijn, Wolters Kluwer, 2022). [LIRE ICI](#)
- **Natasha Bakht**, « Transnational Anti-Muslim Racism: Routes in Law » (2021) 20:2 *Meridians: feminism, race transnationalism* 291. [LIRE ICI](#)
- **Natasha Bakht**, « Getting to Know the Other: Niqab-Wearing Women in Liberal Democracies » (2022) 13:4 *Religions* 361. [LIRE ICI](#)
- **Sarah Berger Richardson**, « From Slow Food to Slow Meat: Slowing Line Speeds to Improve Worker Health and Animal Welfare in Canadian Abattoirs » (2021) 59:1 *Alberta Law Review* 99. [LIRE ICI](#)

- **Sarah Berger Richardson** et al., « Livre blanc : Alimentation/ Agriculture » (2022) Association de droit international. [LIRE ICI](#)
- **Yan Campagnolo** et Camille Andrzejewski, « The Most-Cited Law Review Articles of All Time by the Supreme Court of Canada » (2022) 60:1 Alberta Law Review 129. [LIRE ICI](#)
- **Stefanie Carsley**, « Surrogacy in Canada: Lawyers' Experiences and Practices » (2022) 34:1 Revue Femmes et Droit 41. [LIRE ICI](#)
- **Y.Y. Brandon Chen**, « International Migrants' Right to Sexual and Reproductive Health Care » (2022) 157:1 International Journal of Gynecology & Obstetrics 210. [LIRE ICI](#)
- **Lynda M Collins**, « Constitutional Eco-Literacy in Canada: Environmental rights and obligations in the Canadian constitution » (2022) 26:2/27:1 Review of Constitutional Studies 227. [LIRE ICI](#)
- **Aimée Craft**, « Reading Beyond the Lines: Oral Understandings and Aboriginal Litigation » (2022) Manitoba Law Journal (Special Issue Indigenous Oral History Reader) 291. [LIRE ICI](#)
- **Aimée Craft** et al., « Addressing the Need for Indigenous and Decolonized Quantitative Research Methods in Canada » (2021) 15 SSM – Population Health 100899. [LIRE ICI](#)
- **Aimée Craft** et Lucas King, « Building the Treaty #3 Nibi Declaration Using an Anishinaabe Methodology of Ceremony, Language and Engagement » (2021) 13:4 Water (Special Issue Sustainable Water Governance through Indigenous Research Approaches) 532. [LIRE ICI](#)
- **Paul Daly** et al., « The Effect of Declarations of Unconstitutionality in Canada » (2021) 42:1 National Journal of Constitutional Law 25. [LIRE ICI](#)
- **Paul Daly**, « The State of the Art in Contemporary Administrative Law » (2021) 28 Australian Journal of Administrative Law 20. [LIRE ICI](#)
- **Paul Daly**, « A Critical Analysis of the Case of Prorogations » (2021) 7 Canadian Journal of Comparative and Contemporary Law 256. [LIRE ICI](#)
- **Paul Daly**, « The Generation and Guardianship of Constitutional Principles » (2021) 51 Revue générale de droit 173. [LIRE ICI](#)
- **Paul Daly**, « Canadian Labour Law after Vavilov » (2021) 23 Canadian Journal of Labour and Employment Law 103. [LIRE ICI](#)
- **Paul Daly**, « Appellate Standard of Review in Public Law Cases » (2021) Public Law 334. [LIRE ICI](#)
- **Paul Daly**, « Patent Unreasonableness After Vavilov » (2021) 34 Canadian Journal of Administrative Law & Practice 167. [LIRE ICI](#)
- **Paul Daly**, « Firming Up Judicial Review of Soft Law » (2022) 81:1 Cambridge Law Journal 8. [LIRE ICI](#)
- **Paul Daly**, « La déférence, le contrôle judiciaire et la pandémie : mise en scène pour un débat concernant le couvre-feu Québécois » (2022) 24 Éthique publique. [LIRE ICI](#)
- **Paul Daly**, « Unresolved Issues after Vavilov » (2022) 85 Saskatchewan Law Review 89. [LIRE ICI](#)
- **Paul Daly**, « The Administrative State after the Carbon Tax References » (2022) 26:1 Revue d'études constitutionnelles 33. [LIRE ICI](#)
- **Paul Daly**, « Vavilov On the Road » (2022) 35:1 Canadian Journal of Administrative Law & Practice 1. [LIRE ICI](#)
- **Anne-Françoise Debruche**, « Pandémie et droit européen de la personne : Réflexions sur l'application de la C.E.D.H. à l'ère du confinement et des masques obligatoires », (2021) 49 Revue de droit de l'Université de Sherbrooke 473. [LIRE ICI](#)
- **Erin Dobbelsteyn** et al., « White Paper on the Right of the Child to a Safe, Clean, Healthy and Sustainable Environment » (2022) The Global Network for Human Rights and The Environment. [LIRE ICI](#)
- **Marie-France Fortin**, « Revising the Application of Statutes to the Crown: A Historical Constitutional Approach » (2021) 3:1 Journal of Commonwealth Law 271. [LIRE ICI](#)
- **Marie-France Fortin** et **Alexandre Lillo**, « Les enjeux juridiques de la future Agence canadienne de l'eau » (2021) 51:1 Revue générale de droit 201. [LIRE ICI](#)
- **Marie-France Fortin**, « The King's Two Bodies and the Crown a Corporation Sole: Historical Dualities in English Legal Thinking » (2021) History of European Ideas. [LIRE ICI](#)
- **Marie-France Fortin**, « Rule of Law, Parliamentary Sovereignty and Executive Accountability in English Legal Thinking: The Recent Revival of The King Can Do No Wrong » (2022) 44:2 Journal of Constitutional History 43. [LIRE ICI](#)
- **Marie-France Fortin**, « The King's Two Bodies and the Canadian Office of the Queen » (2021) 25:2 Revue d'études constitutionnelles 117. [LIRE ICI](#)
- **Daphne Gilbert**, « A Roadmap for Change: International Strategies for Improving End-of-life Care » (2022) 15:1 Revue de droit et santé de McGill 119. [LIRE ICI](#)

- **John Mark Keyes**, « Parliamentary Scrutiny of the Quality of Legislation in Canada » (2021) 9:2 *The Theory and Practice of Legislation* 203. [LIRE ICI](#)
- **John Mark Keyes**, « Examen parlementaire et contrôle judiciaire de la législation exécutive – Évaluation de l'expérience canadienne » (2021) 51 *Revue général de droit* 129. [LIRE ICI](#)
- **John Mark Keyes**, « Judicial Review of Delegated Legislation—The Road Beyond *Vavilov* » (2022) 35:1 *Canadian Journal of Administrative Law & Practice* 69. [LIRE ICI](#)
- Lee Airton, Jacob DesRochers, **Kyle Kirkup** et Lindsay Herriot, « Toby Goes to Catholic School: Gender Expression, Human Rights, and Ontario Catholic School Board Policy » (2022) 45:3 *Canadian Journal of Education* 586. [LIRE ICI](#)
- **François Larocque** et Linda Cardinal, « Canada's Bilingual Constitution: An Unfulfilled Obligation » (2022) 31:3 *Constitutional forum* 7. [LIRE ICI](#)
- **Anne Levesque**, « Un changement en prépare-t-il un autre : L'évaluation du droit international des droits de la personne et son impact sur l'interprétation des droits garantis par la *Charte canadienne des droits et libertés* au Canada » (2022) 13:1 *La Revue canadienne de droit international* 3. [LIRE ICI](#)
- **Anne Levesque**, « Beyond Scrutiny? Examining the impact of the *Vavilov* framework on First Nations children », (2022) 19:1 *Journal of Law and Equality* 1. [LIRE ICI](#)
- **Jamie Liew**, Pia Zambelli, Pierre-Andre Theriault et Maureen Silcoff, « Not Just the Luck of the Draw? Exploring Competency of Counsel as a Factor in Federal Court Leave Determinations in Refugee Cases (2005–2010) » (2021) 37:1 *Refuge* 61. [LIRE ICI](#)
- **Vanessa MacDonnell** et Jula Hughes, « Treaty Promises and the Duty to Consult on Legislation » (2021) 51 *Revue générale de droit* 205. [LIRE ICI](#)
- **Carissima Mathen**, « Equality Before the Charter: Reflections on *Fraser v Canada* » (2022) available at SSRN. [LIRE ICI](#)
- **Jena McGill** et **Amy Salyzyn**, « Judging by the Numbers: Judicial Analytics, the Justice System and its Stakeholders » (2021) 44 :1 *Dalhousie Law Journal* 249. [LIRE ICI](#)
- Anthony Delisle et **Delphine Nakache**, « Humanitarian and Compassionate Applications: A Critical Look at Canadian Decision-Makers' Assessment of Claims from "Vulnerable" Applicants » (2022) 11:3 *Laws* 40. [LIRE ICI](#)
- Mylène Coderre et **Delphine Nakache**, « From Working Tourists to Permanent Residents: Experiences of Migrant Workers with Youth Mobility Schemes in Canada » (2021) *Revue de l'intégration et de la migration internationale* 971. [LIRE ICI](#)
- **Peter Oliver**, « RTE Latham and Change in the Ultimate Rules of a Legal System » (2021) 52:5 *Connecticut Law Review* 1453. [LIRE ICI](#)
- **Peter Oliver**, « Enduring Metaphors: The Persons Case and the Living Tree » (2022) 53:2 *Queen's Law Journal* (à paraître). [LIRE ICI](#)
- **Michael Pal**, « A Pandemic Federal Election: Democracy Under Conditions of Emergency » (2021) 53: 1 *Revue de droit d'Ottawa* 35. [LIRE ICI](#)
- Elizabeth F Judge et **Michael Pal**, « Voter Privacy and Big-Data Elections » (2021) 58:1 *Osgoode Hall Law Journal* 1. [LIRE ICI](#)
- **Sylvia Rich**, « Police Violence as Organizational Crime » (2022) 37:1 *Revue canadienne Droit et Société* 135. [LIRE ICI](#)
- **Amy Salyzyn** et Penelope Simons, « Professional Responsibility and the Defence of Extractive Corporations in Transnational Human Rights and Environmental Litigation in Canadian Courts » (2021) 24:1 *Legal Ethics* 24. [LIRE ICI](#)
- **Terry Skolnik**, « Repenser le rôle de la Cour suprême du Canada en procédure criminelle » (2022) 67 *Revue de droit de McGill* (à paraître).
- **Terry Skolnik**, « Use of Force and Criminalization » (2022) 85 *Albany Law Review* (à paraître).
- **Terry Skolnik**, « Criminal Justice Reform: A Transformative Agenda » (2022) 59:3 *Alberta Law Review* 631. [LIRE ICI](#)
- **Terry Skolnik**, « Precedent, Principles, and Presumptions » (2021) 54:4 *UBC Law Review* 935. [LIRE ICI](#)
- **Terry Skolnik**, « Racial Profiling and the Perils of Ancillary Police Powers » (2021) 99:1 *Canadian Bar Review* 429. [LIRE ICI](#)
- **Terry Skolnik** et **Vanessa MacDonnell**, « Policing Arbitrariness: *Fleming v. Ontario* and the Ancillary Powers Doctrine » (2021) 100 *Supreme Court Law Review* 187. [LIRE ICI](#)
- **Sophie Thériault** et al., « Indigenous Peoples' Agency Within and Beyond Rights in the Mining Context: The Case of the Schefferville Region » (2021) *The Extractive Industries and Society*. [LIRE ICI](#)
- **Sophie Thériault**, « Indigenous Peoples' Transboundary Claims, Access to Justice, and the Canadian Constitutional Structure: the *Uashaunuat* case », (2022) 104 *The Supreme Court Law Review (2nd Series)* 32. [LIRE ICI](#)
- **Mathieu Tovar-Poitras** et **François Larocque**, « Prologomènes à la reconnaissance de droits à l'éducation postsecondaire en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* », (2022) 53:2 *Revue de droit d'Ottawa* 387. [LIRE ICI](#)

- **João Velloso**, « Introduction: Judicialization of Social Problems and Governance of Security in Comparative Perspectives » (2021) 11:6 *Oñati Socio-Legal Series* 1260. [LIRE ICI](#)
- **João Velloso** et al., « Choosing Prison over Parole: Factors Associated with Prisoners' Decision to Waive Their Conditional Release Hearing » (2021) 63:3 *Revue canadienne de criminologie et de justice pénale* 69. [LIRE ICI](#)

ÉDITORIAUX

- Mel Cappe et **Yan Campagnolo**, « Le secret ministériel est essentiel, mais ne devrait pas être absolu. » *Options Politiques* (24 mars 2022). [LIRE ICI](#)
- Mel Cappe et **Yan Campagnolo**, « Les lettres de mandat devraient rester confidentielles. » *Options Politiques* (7 avril 2022). [LIRE ICI](#)
- Alana Cattapan, Vanessa Gruben, **Stefanie Carsley** et Angela Cameron, « Rushing Quebec's Bill 2 risks leaving many voices unheard » *CTV News* (14 décembre 2021). [LIRE ICI](#)
- **Adam Dodek**, « Mispronouncing names isn't okay, and it has nothing to do with being 'woke'. » *The Globe and Mail* (7 juin 2022). [LIRE ICI](#)
- **Karen Eltis**, « Assisted Decision-Making and the Proposed EU AI Regulation: An Emerging Paradigm Shift From Consent to Contextually Mitigating Human Rights Violations. » *Slaw* (24 novembre 2021). [LIRE ICI](#)
- **Daphne Gilbert**, « Roe v. Wade's fall shows we can't be complacent about women's rights in Canada. » *Canadian Dimension* (11 mai 2022). [LIRE ICI](#)
- **Daphne Gilbert**, « We must shift the abortion conversation—it's about equality rights, pure and simple. » *Ottawa Citizen* (27 juin 2022). [LIRE ICI](#)
- **Daphne Gilbert**, « Putting Patients First: Balancing the Conscience Rights of Physicians with Unimpeded Access to Abortion. » *Sex[M]ed* (25 octobre 2022). [LIRE ICI](#)
- **Martha Jackman**, « Protesters need to understand: Canada's Charter is not the U.S. Bill of Rights. » *The Globe and Mail* (22 février 2022). [LIRE ICI](#)
- **François Larocque**, « C-32 : moderniser la *Loi sur les langues officielles* pour mieux protéger la francophonie canadienne » *La Conversation* (23 juin 2021). [LIRE ICI](#)
- **François Larocque**, « L'Ontario modernise sa *Loi sur les services en français*: est-ce suffisant pour l'épanouissement de la minorité? » *La Conversation* (4 janvier 2022). [LIRE ICI](#)
- **Anne Levesque**, Fannie Lafontaine, Clémence Thabet, Angela Cameron, **Amy Salyzyn**, Suzanne Bouclin, **Kyle Kirkup**, **Jena McGill** et **Sylvia Rich**, « Un grand pas en arrière pour les droits des trans. » *CBA/ABC National* (10 novembre 2021). [LIRE ICI](#)
- **Anne Levesque**, « Les réparations pour les violations de la *Loi canadienne sur les droits de la personne et les droits des enfants*. » *Droits et libertés* (10 décembre 2021). [LIRE ICI](#)
- **Anne Levesque**, « Accords de 40 milliards de dollars entre le Canada et les Premières Nations : une avocate qui a participé aux négociations explique ce qui va changer pour les enfants. » *La Conversation* (10 janvier 2022). [LIRE ICI](#)
- **Anne Levesque**, « Pour lutter contre l'assimilation des francophones au Canada, il faut s'attaquer à l'anglonormativité. » *La Conversation* (31 janvier 2022). [LIRE ICI](#)
- **Anne Levesque** & Malorie Kanaan, « Le Canada doit respecter et reconnaître les droits des enfants. » *La Conversation* (28 juin 2022). [LIRE ICI](#)
- **Anne Levesque** et **Mona Paré**, « Crise climatique : la Cour suprême refuse d'entendre l'appel des jeunes. » *La Conversation* (28 juillet 2022). [LIRE ICI](#)
- **Jamie Liew**, « Racial tokenism: What happened to Miranda in the 'Sex and the City' reboot? » *La Conversation* (27 janvier 2022). [LIRE ICI](#)
- **Jamie Liew**, « We must not allow stateless people to be made outsiders. » *The Globe and Mail* (29 avril 2022). [LIRE ICI](#)
- Thomas Burelli, **Alexandre Lillo**, Christopher Campbell-Durufié et Lauren Touchant, « Nous étions à la COP26 : voici nos constats sur ses résultats en demi-teinte. » *La Conversation* (29 novembre 2021). [LIRE ICI](#)

- Debra Parkes et **Carissima Mathen**, « There is a sound constitutional basis on which universities can require proof of vaccination status, during a pandemic, as a condition of enrolment. » *Vancouver Sun* (2 avril 2021). [LIRE ICI](#)
- Kerri Froc et **Carissima Mathen**, « Preventing use of the notwithstanding clause is a bad idea—and unnecessary. » *La Conversation* (14 novembre 2022). [LIRE ICI](#)
- **Carissima Mathen**, « The unexamined implications of Canada’s pandemic-related interprovincial barriers. » *Options Politiques* (16 novembre 2022). [LIRE ICI](#)
- **Errol P. Mendes**, « Is Putin following the self-destructive path of Slobodan Milosevic? » *The Hill Times* (23 mars 2022). [LIRE ICI](#)
- **Errol P. Mendes**, « Canada, as one of key architects of G20, must take lead in ousting Russia from major multinational organization. » *The Hill Times* (25 avril 2022). [LIRE ICI](#)
- **Mona Paré**, « La Convention relative aux droits de l’enfant – 30 ans de mise en œuvre, mais où est l’égalité? » *Droits et libertés* (10 février 2022). [LIRE ICI](#)
- **Mona Paré** et **Anne Levesque**, « Paying more attention to our children. » *The National* (28 juillet 2022). [LIRE ICI](#)
- **Benoît Pelletier**, « À la fois légitime et bienvenu. » *Le Devoir* (6 octobre 2021). [LIRE ICI](#)
- **Benoît Pelletier**, « Une Constitution pour le Québec. » *La Presse* (4 mars 2022). [LIRE ICI](#)
- **Benoît Pelletier**, « Garantir la représentativité du Québec à Ottawa. » *Le Devoir* (10 mars 2022). [LIRE ICI](#)
- **Benoît Pelletier**, « An urgent need for renewed dialogue in Quebec. » *Montreal Gazette* (2 juin 2022). [LIRE ICI](#)
- **Jennifer Quaid**, « Clashing visions of competition policy in the digital era. » *Options Politiques* (2 mars 2022). [LIRE ICI](#)
- **Amy Salyzyn** et **Samuel Singer**, « Challenging ‘Compelled Speech’ Objections: Respectful Forms of Address in Canadian Courts. » *Slaw* (14 décembre 2021). [LIRE ICI](#)
- **Samuel Singer**, « Quebec must reverse course on Bill 2 and restore January’s historic trans rights victory. » *The Globe and Mail* (2 novembre 2021). [LIRE ICI](#)

VII PARTENARIATS

PARTENARIATS AVEC D'AUTRES CENTRES INTERNATIONAUX DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

En 2021, le Centre a conclu un accord officiel de collaboration de recherche avec le Gilbert + Tobin Public Law Centre de l'Université de New South Wales à Sydney, en Australie. Le Centre explore également des liens supplémentaires avec d'autres centres de droit public de premier ordre, y compris ceux situés dans la Francophonie.

PARTENARIAT SUR UNE CONFÉRENCE NATIONALE POUR MARQUER LE 40^E ANNIVERSAIRE DU RAPATRIEMENT DE LA CONSTITUTION

Le Centre s'est associé au Centre d'études constitutionnelles de l'Université d'Alberta, au Programme d'études constitutionnelles de l'Université du Texas à Austin et au Centre d'analyse de politique – Constitution Fédéralisme de l'UQAM pour organiser une importante conférence nationale en avril 2022 afin de marquer le 40^e anniversaire du rapatriement de la Constitution. La conférence a permis de créer de nouveaux liens entre le Centre et d'autres centres de recherche en droit public au Canada et aux États-Unis.

PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITÉ QUEEN'S POUR UN ATELIER SUR LES TRAVAUX EN COURS EN DROIT PUBLIC

Le Centre de droit public a collaboré une fois de plus avec la Faculté de droit de l'Université Queen's pour un atelier sur les travaux en cours en juin 2022.



FORUM DES JEUNES CHERCHEURS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DROIT CONSTITUTIONNEL

La codirectrice du Centre, Vanessa MacDonnell, a organisé, en collaboration avec la chercheuse principale de l'Institut de la recherche juridique de l'UNAM, l'édition 2022 du Forum des jeunes chercheurs de l'Association internationale de droit constitutionnel (AIDC). Tenu les 8, 9, 12, 13 et 14 septembre par le truchement de Zoom, le Forum a permis à 18 jeunes chercheur.e.s de rencontrer d'autres jeunes chercheur.e.s et, en particulier, de combler le fossé entre celles et ceux des pays du « Nord » et des pays du « Sud »; et de recevoir de la rétroaction sur leur recherche et leurs écrits de la part d'éminent.e.s spécialistes dans le domaine.



Université d'Ottawa
CENTRE DE DROIT PUBLIC
PUBLIC LAW CENTRE
University of Ottawa



SÉRIE D'ATELIERS SUR LE DROIT PUBLIC AVEC LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE TEL-AVIV

Terry Skolnik, codirecteur du Centre, a organisé une série d'ateliers sur le droit public avec la faculté de droit de l'université de Tel-Aviv. La série comprenait quatre ateliers. Les ateliers ont eu lieu entre février 2022 et mai 2022, et nous espérons poursuivre la série d'ateliers pour 2022-2023.

VIII FAITS SAILLANTS DES MEMBRES

Les membres ont reçu des prix, des subventions de recherche et des nominations pour une grande variété de groupes de travail et de comités importants.

- **Natasha Bakht** est l'une des finalistes des Prix Johanna-Metcalf des Arts de la scène de la Fondation Metcalf. [LIRE ICI](#)
- **Natasha Bakht** a reçu le Huguenot Award 2020-21 pour son livre *In Your Face: Law, Justice, and Niqab-Wearing Women in Canada*. (*En face : la loi, la justice et les femmes portant le niqab au Canada*.) [LIRE ICI](#)
- Le Comité des relations internationales et de la défense (International Relations and Defence Committee) du Parlement du Royaume-Uni a ouvert une enquête sur la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, intitulée « UNCLOS : fit for purpose in the 21st century? » (UNCLOS : adaptée à l'usage prévu au 21^e siècle?), qui comprend un appel aux experts de la Convention sur le droit de la mer à préparer des preuves écrites sur une série de questions posées par le Comité. **Monim Benaïssa** est fier d'être membre de ce groupe d'experts internationaux. [LIRE ICI](#)
- Le dernier livre du professeur **Yan Campagnolo**, *Behind Closed Doors*, a été reconnu par *The Hill Times* comme l'un des 100 meilleurs livres publiés en 2021. [LIRE ICI](#)
- Louise Bélanger-Hardy, Aline Grenon et **Yan Campagnolo** entreprennent le projet de mettre à jour un ouvrage fondateur, en deux volumes, présentant la common law canadienne et le droit civil québécois dans une optique de droit comparé. [LIRE ICI](#)
- **Aimée Craft** était lauréate dans la catégorie des romans graphiques, des bandes dessinées et des livres illustrés des 2022 Indigenous Voices Awards pour son livre *Treaty Words*. [LIRE ICI](#)
- **Aimée Craft** a été admise comme membre du Collège de nouveaux chercheurs et créateurs en art et science de la Société royale du Canada (SRC). [LIRE ICI](#)
- **Aimée Craft** a été nommée à l'Ordre de l'Ontario. Il s'agit de la plus haute distinction de la province décernée aux Ontariennes et Ontariens qui ont démontré des qualités exceptionnelles d'excellence et de réussite dans un domaine. [LIRE ICI](#)
- **Paul Daly** a participé à la première édition du Administrative Law & Governance Colloquium (colloque annuel sur le droit administratif et la gouvernance) le 8 février. Le thème du colloque de cette année était l'automatisation, la numérisation et l'intelligence artificielle dans l'administration publique. [VISIONNEZ ICI](#)
- **Paul Daly, Mike Pal, Peter Oliver** et **Vanessa MacDonnell** ont participé à la Public Law Conference tenue à la University College Dublin. [LIRE ICI](#)
- **Collen Flood** a été nommée lauréate de la distinction Justice Emmett Hall de 2022. Elle utilisera sa tribune pour aborder les perspectives d'ensemble de la réforme de la *Loi canadienne sur la santé*. [LIRE ICI](#)
- **Craig Forcese** a été nommé au poste de vice-président de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement (OSSNR). [LIRE ICI](#)
- **Martha Jackman** s'est jointe à la sénatrice Kim Pate pour discuter de la pauvreté comme violation des droits de la personne d'un point de vue juridique et constitutionnel. [ÉCOUTEZ ICI](#)
- **John Mark Keyes** a reçu le prix d'excellence John Tait 2020, qui honore, reconnaît et célèbre les accomplissements des avocats du secteur public au Canada. [LIRE ICI](#)
- **François Larocque** est le récipiendaire du Prix J. Shirley Denison décerné chaque année par le Barreau de l'Ontario afin de souligner les contributions importantes à l'accès à la justice et aux enjeux liés à la pauvreté. [LIRE ICI](#)
- **Anne Levesque** a reçu le Prix d'excellence en mobilisation des connaissances 2022 de l'Université d'Ottawa dans la catégorie des chercheuses et chercheurs en début de carrière. [LIRE ICI](#)
- **Jamie Liew** a été nommée directrice de l'Institut d'études féministes et de genre à compter du 1^{er} juillet 2021 pour un mandat de deux ans. [LIRE ICI](#)

- **Jamie Liew** a obtenu une subvention Savoir du Conseil de recherches en sciences humaines conjointement avec Amada Cheong, pour financer la première étude approfondie sur les racines historiques et institutionnelles de l'apatridie en Malaisie. [LIRE ICI](#)
- **Alexandre Lillo** a reçu la Médaille du Barreau de Paris pour sa thèse de doctorat, « The Shape of Water—La construction d'un cadre juridique de gestion de l'eau au Canada », codirigé par les professeurs Jamie Benidickson (Université d'Ottawa) et Catherine Ribot (Université de Montpellier). [LIRE ICI](#)
- **Alexandre Lillo** a été nommé professeur à l'Université du Québec à Montréal. [LIRE ICI](#)
- **Alexandre Lillo** a participé à la COP26 avec Lauren Touchant et Thomas Burelli au nom du programme de recherche interdisciplinaire Trebek de l'Université d'Ottawa sur le droit et la gouvernance de l'eau. [VISIONNER ICI](#)
- **Ravi Malhotra** est le récipiendaire d'une Subvention Savoir du CRSH pour étudier la notion de « crip time », le droit et l'obligation de prendre des mesures d'adaptation vers une compréhension matérialiste juridique de la vie des travailleur.e.s handicapé.e.s. [LIRE ICI](#)
- **Carissima Mathen** a remporté la deuxième place au concours du livre Walter Owen pour son livre *Courts Without Cases*. [LIRE ICI](#)
- **Carissima Mathen** et **Vanessa MacDonnell** sont membres de la cohorte inaugurale des chercheur.e.s associé.e.s du tout nouveau Centre de droit constitutionnel et d'études juridiques de l'Université de la Colombie-Britannique. [LIRE ICI](#)
- **Errol P. Mendes** était le président d'une conférence organisée par l'Institut de développement professionnel de l'Université d'Ottawa et la section canadienne de la Commission internationale de juristes portant sur la désinformation et ses défis pour la démocratie. [VISIONNEZ ICI](#)
- **Errol P. Mendes** a donné une conférence intitulée « Revisiting Sovereignty in Public International Law in Fractured Societies » portant sur la souveraineté, les droits de la personne et le droit international. [VISIONNER ICI](#)
- **Muriel Paradelle**, en collaboration avec Jurivision, a décorqué les éléments à prendre en compte pour retenir la qualification pénale de crime contre l'humanité au sens du droit international dans le contexte du conflit en Ukraine. [VISIONNER ICI](#)
- **Mona Paré** a reçu, conjointement avec la professeure **Anne Levesque**, une subvention Savoir du Conseil de recherches en sciences humaines pour sa recherche sur les processus judiciaires et extrajudiciaires qui permettent aux enfants au Canada de revendiquer leurs propres droits. [LIRE ICI](#)
- **Benoît Pelletier** s'est vu décerner le titre de professeur éminent par l'Université d'Ottawa. [LIRE ICI](#)
- **Benoît Pelletier** a reçu la Médaille d'honneur de l'Assemblée nationale du Québec. [LIRE ICI](#)
- **Benoît Pelletier** a comparu devant le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles pour discuter de la modification constitutionnelle bilatérale concernant la taxation du Chemin de fer Canadien Pacifique en Saskatchewan. [VISIONNER ICI](#)
- L'article de **Jennifer Quaid**, « The Limits of Legislation as a Tool of Reform: A Study of the Westray Reform to Organizational Sentencing » a reçu une mention honorable lors du Concours d'écriture juridique 2021 de la Fondation du Barreau du Québec. [LIRE ICI](#)
- **Sylvia Rich** s'est jointe à la Sénatrice Kim Pate pour discuter d'accords de réparation et d'équité dans la détermination des peines pour les entreprises et les personnes physiques. [ÉCOUTER ICI](#)
- **Sarah Berger Richardson** a reçu une subvention de développement Savoir du Conseil de recherches en sciences humaines pour sa recherche sur l'impact de la vitesse des chaînes d'abattage sur la sécurité des travailleurs et le bien-être des animaux au Canada. [LIRE ICI](#)
- **Sarah Berger Richardson** et Étienne Trépanier, le cinéaste en résidence de la Section de droit civil, ont été mis en avant pour leur documentaire basé sur les recherches de Sarah Berger Richardson, *Le Droit à la ferme*. [LIRE ICI](#)
- **Samuel Singer** a remporté le premier Prix de l'article en langue anglaise pour l'année 2021 reconnaissant le travail de pointe dans les études sociojuridiques canadiennes pour son article « Trans Rights Are Not Just Human Rights: Legal Strategies for Trans Justice ». [LIRE ICI](#)
- **Samuel Singer** a reçu une subvention de développement Savoir du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada pour un projet portant sur l'étude des recours des contribuables au Canada. [LIRE ICI](#)
- **Marie-Eve Sylvestre**, Céline Bellot et Nick Blomley ont remporté le Prix du livre W. Wesley Pue 2021 qui récompense les travaux de pointe dans le domaine des études sociojuridiques au Canada pour leur ouvrage *Red Zones: Criminal Law and the Territorial Governance of Marginalized People*. [LIRE ICI](#)



57, rue Louis Pasteur
Pavillon Fauteux
Ottawa, Ontario K1N 6N5

cdp-plc@uottawa.ca
publiclawdroitpublic.ca



Université d'Ottawa
CENTRE DE DROIT PUBLIC